



Déclaration de la CGT Educ'action 91
au CTSD du 18 juin 2015

L'année dernière, nous parlions d'échec dans le dialogue social et dans le projet éducatif du gouvernement. Les dernières réformes nous donnent encore raison.

Les enseignants ne sont malheureusement pas les seuls à être brutalisés par la politique du gouvernement. La loi Macron voulue par le Medef et ses plafonds aux indemnités de licenciement est passée en force à l'assemblée... La réforme du collège semble vouloir être passée en force sans tenir compte des avis majoritaires comme ce fut le cas pour les rythmes scolaires.

La pérennisation du gel du point d'indice, et donc des salaires, dans la fonction publique est aussi symptomatique à ce titre.

C'est le fruit d'une politique d'austérité qui coupe les moyens aux services publics mais qui fait la part belle aux classes supérieures.

Cette politique d'austérité, nous la constatons tous les jours :

Dans de trop nombreuses villes, la carte scolaire est sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires. Autre exemple, les décharges de directions en éducation prioritaire qui ont été mise à mal dans notre département.

La carte des formations dans le secondaire n'est pas non plus à la hauteur des besoins des collégiens et lycéens.

Encore une fois, l'intérêt des enfants et les conditions de travail des collègues passent après les intérêts d'économie budgétaire.

La CGT Educ'action réaffirme son opposition à cette politique.

Pour nous, le manque cruel d'ambition de la carte scolaire est en adéquation avec le manque d'intérêt flagrant porté aux élèves et aux enseignants.

Le faible nombre de créations de postes ne va pas changer nos conditions d'enseignement, trop souvent précaires. Elles ne vont pas non plus améliorer les conditions d'étude des élèves.

Il n'y a qu'à voir les prévisions pour la rentrée dans le primaire pour constater que notre taux d'encadrement pâtit année après année de cette politique gouvernementale.

Un service public de qualité ne peut se faire sans moyen, il est urgent de sortir des logiques d'austérité !

Ainsi les ajustements proposés pour cette carte scolaire ne peuvent donc nous satisfaire. Nous y reviendrons d'ailleurs plus précisément sur certains dossiers au cours de ce comité technique.

L'Ecole que nous appelons de nos vœux ne pourra se faire sans de bonnes conditions de travail pour nos collègues.

La CGT Educ'action 91 revendique donc :

- une augmentation des salaires dans la fonction publique
- un plan de recrutement d'urgence - un renforcement de l'Education Prioritaire
- Un ETP de décharge pour les écoles en éducation prioritaire de 8 classes et une augmentation des décharges pour les écoles de 8 classes plus une CLIS
- l'abandon immédiat du décret sur les rythmes scolaires
- Pour la réduction du temps de présence des enseignants du premier degré à 18h devant élèves et 6h de concertation.

